

---

## TABLE ANALYTIQUE.

---

### A

ABAILARD. Il se vante de savoir toutes les lois romaines, il échoue cependant dans l'interprétation de la loi *Quinque pedum*. *C. finium regund.*, 354.

ABROGATION. Une loi abrogée ne revit pas de plein droit, 708.

ABSENT. La prescription court contre les absents, 709. Sens particulier du mot *absent* en matière de prescription, 710, 864. En quoi consiste l'absence dans la prescription de dix et vingt ans, 862. *Quid* si la résidence de fait n'est pas la même que la résidence de droit? 866. *Quid* si le véritable propriétaire n'avait de domicile nulle part? 867. *Quid* lorsque l'on prescrit contre deux propriétaires dont l'un est présent et l'autre absent? 868.

ACCESSION des diverses possessions, 428 et suiv. Voy. *Bonne foi*, *Successeur*, *Auteur*, *Possession*, etc.

ACCESSOIRES. La possession du tout fait présumer la possession des accessoires, 274, 275, 276.

ACHETEUR. Celui qui achète sous la clause de réserve du domaine par le vendeur n'est pas possesseur précaire, 475.

ACQUISITION. La prescription est un moyen d'acquérir, 56. Celui au profit de qui on renonce à la prescription n'acquiert pas en vertu d'un titre nouveau, 31, 75, 78.

ACTES. Nécessité de les rédiger avec concision. Usage des notaires d'accumuler les paroles oiseuses. Exemples de clauses ridicules, 62.

ACTIONS. Perpétuelles et temporaires, *quid*, 84. Action publique, sur quoi fondée, 230. Actions possessoires. Voy.

**Possession.** Elles n'ont pas lieu pour les choses imprescriptibles, 249. *Quid* quand les deux possessions sont également prouvées? 251. M. Henrion de Pansey s'est trompé sur l'origine de nos actions possessoires, 290. Différence entre le nouvel œuvre et le trouble ordinaire, 318 à 328. Ce qui distingue les cas possessoires des actions en dommages et intérêts, 328. L'action en indemnité du déposant contre le dépositaire se prescrit par trente ans, 478. De même celle du bailleur contre le fermier et l'emphytéote, 474, 475. Prescription de l'action en reddition de compte de tutelle, 488. Et de mandat, 490.

Développement de la règle que l'interruption n'a pas lieu d'une action à l'autre, 658 et suiv. à 674. De la règle *actiones inclusæ judicio non pereunt*, 605, 685, 729.

Les actions non ouvertes ne se prescrivent pas. Exemples, 767, 786 et suiv. Quand commence la prescription de l'action hypothécaire à l'égard des tiers, 792, 795. Et de l'action en reprise de la femme usufruitière, 792.

La prescription de trente ans éteint toutes les actions. Elle est la plus longue, 820, 821.

Eteint-elle les prescriptions? 827. De l'action déguisée sous forme d'exception, 832. De l'action de dol. Comment elle se prescrit, 832. De l'action de dol cachée sous la couleur d'une exception, 832.

**AFFECTATIONS.** Sont précaires de leur nature, 468.

**AISANCES** des rues. A quoi elles sont consacrées dans les villages, 161.

**AJOURNEMENT.** Interrompt la prescription, 561. En quoi il diffère de l'assignation, 561.

**ALIÉNATION.** La prescription est une aliénation, 78, 103. Fausseté de la règle *inalienabile, ergo præscriptibile*, 108, 168.

**ALIGNEMENT.** L'obligation de suivre un alignement est imprescriptible, 134.

**AN ET JOUR.** La possession d'an et jour ou saisine est une innovation du droit français, 295, 258.

**ANTICHRÈSE, ANTICHRÉSISTE.** Possède pour autrui et ne prescrit pas, 479. Le débiteur peut en tout temps retirer la chose donnée à antichrèse en payant ce qu'il doit, 479. Aucune prescription ne l'en empêche, 479, 534. L'antichrésiste commence à posséder *pro suo* quand le débiteur a tout payé et ne retire pas la chose, 480.

**ANTICIPATION.** Règles pour les juger, 352, 353, 354. On peut

prescrire un petit terrain usurpé aussi bien qu'un grand. Erreur de quelques auteurs, 354.

**APPEL.** Si l'on peut renoncer à la déchéance d'appel, 51. Lorsque l'appel n'est pas interjeté dans les délais, la sentence passe en force de chose jugée, 51. L'appel est suspensif de la prescription contre le jugement, 685, 686.

**APOTHECAIRES.** Prescription de leur action, 969.

**ARBITRES.** Une assignation devant arbitres est interruptive, 561, 594. L'arbitrage n'est pas le meilleur moyen de se faire juger, 592.

**ARCHITECTES.** Quand sont-ils déchargés par la prescription de la garantie des gros ouvrages? 939.

**ARBRE.** Est un indice de possession continue. Quand il est planté à une distance moindre de celle indiquée par l'art. 671, il devient à l'abri des dispositions de l'art. 671, s'il acquiert trente ans de durée, 546. Mais il faut que la plantation soit publique, 546. Droit de couper les racines qui avancent sur le voisin, 555.

**ARGENTÉE (d').** Son éloge. Utilité de son ouvrage sur la prescription. *Préface*, p. xj. Est un peu rhéteur, 26. Et quelquefois vague, 112. Dissentiment avec lui, 172. Il est le guide des rédacteurs du Code Napoléon en matière de présomption de possession, 378. Son discernement, 441. Il est préférable à Dunod, 442. Dissentiment avec lui, 467. Son style est véhément, mais prétentieux, 709. Sa fougue contre les scolastiques, 714.

**ARPENTAGES.** Des arpentages sont souvent fautifs, 353.

**ARPEMENTS.** Restitution des communes contre les arpentements lésionnaires opérés par les seigneurs, 209.

**ARRÉRAGES.** Ne se prescrivent pas de plein droit par cinq ans, 93. Comment le créancier peut-il prouver qu'il a reçu les arrérages? 621, 622. Comment ils se prescrivent, 1002 et suiv.

**ARRÉTISTES.** Ne font pas toujours pénétrer assez profondément dans le cœur d'une affaire, 352. Omissions des arrêtistes, 610. Elles rendent l'étude des arrêts souvent périlleuse, 610, 621. Les recueils négligent quelquefois des arrêts importants, 985, note. Erreur d'une rubrique, 1092.

**ARRÊTS.** Exagération de quelques arrêts de la Cour de cassation en matière d'interprétation d'une renonciation, 69 et 56.

La Cour de cassation est souvent contraire à elle-même, 56. Dissentiment avec un arrêt de Bordeaux sur une question de renonciation à la prescription, 56. Arrêt où la Cour de cassation s'est approprié l'erreur de fait d'une cour impériale, 70. Mobilité de sa jurisprudence, 71. Arrêt de la Cour de cassation à consulter, 74. Reproche de sévérité fait à une de ses décisions, 77. Dissentiment avec un arrêt de Nancy sur le droit des créanciers d'attaquer la renonciation faite par le débiteur, 101. Dissentiment avec la cour de Bordeaux sur la nature des droits facultatifs, 121. Dissentiment avec la Cour de cassation sur les raisons qui rendent les eaux vicinales imprescriptibles, 147, 148. Erreur de la cour de Metz qui croit qu'une rente viagère ne peut s'éteindre par prescription, 182. Erreur d'un arrêt de Douai sur la maxime *frustra petis quod intus habes*, et sur la maxime *que sunt temporalia ad agendum ad excipiendum sunt perpetua*, 211. Erreur de la Cour de cassation qui croit qu'il y a un droit de possession, 234. Erreur de la cour de Lyon sur l'appréciation d'une possession intentionnelle, 245. Dissentiment avec la Cour de cassation qui décide que l'usage illégal d'une chose équivaut au non-usage, 264, 558. Erreur de cette cour sur la réintégration, 306. Variation de la Cour de cassation, 326. Dissentiment avec elle sur les caractères de la dénonciation de nouvel œuvre, 326. Erreur de la cour de Rouen qui ne distingue pas le nouvel œuvre de la complainte, 321, 322. Réfutation d'un arrêt de la Cour de cassation du 12 janvier 1852, sur la question de savoir si le propriétaire profite de la possession de l'usurpateur qu'il fait déguerpier avec restitution des fruits, 256 et suiv. Nécessité de se servir des arrêts avec précaution, 494. Mauvais arrêt de la cour de Riom qui admet la fausse règle des corrélatifs, 75 et 555. Critique d'un arrêt d'Amiens qui croit qu'une demande en collocation à l'ordre n'interrompt pas, 564 et suiv. Critique d'un arrêt de Bordeaux qui décide qu'une saisie-arrêt n'interrompt pas la prescription, 570. Et d'un arrêt de Paris qui croit que l'opposition aux scellés est interruptive, 586. Erreur d'un arrêt de Bourges trop influencé par le souvenir de la coutume de Berry, 655. Critique de deux arrêts de la Cour de cassation sur une question de suspension de la prescription, 686. Erreur d'un arrêt de la cour de Poitiers sur une question de suspension de prescription à l'égard des militaires à la guerre, 707. Autre dans une espèce où il s'agissait de savoir si la pauvreté du débiteur suspend la prescription à l'égard du créancier, 715. Critique d'un arrêt de la Cour de cassation, 772, et d'un arrêt de la cour de Paris, 778, 779. Il y a des misères dans les arrêts des parlements, 802. Faiblesse des motifs d'un bon arrêt de la Cour de cassation, 840. Critique d'un arrêt de la cour de Paris qui décide que la prescription de dix à vingt

ans ne purge pas les charges qui grèvent la propriété, 831. Arrêt semblable et tout aussi mauvais de la cour de Grenoble, 851, note. Dissentiment avec la Cour de cassation sur la question de savoir si la chose jugée est un titre bon pour prescrire, 883. Pétition de principe dans un arrêt de Paris, 1003. Rejet d'un arrêt de Paris en matière de prescription d'arrérages de rentes viagères, 1005. D'Argentrée disait que de son temps les arrêts étaient presque une loterie, 1015. Critique d'un arrêt de la cour de Paris sur l'intelligence de l'art. 2276, Code Napoléon, 1045. Critiques d'autres arrêts qui n'ont pas saisi cet article, 1046 et suiv. Critique de la jurisprudence de la Cour de cassation qui étend l'art. 2281 aux matières non régies par le Code Napoléon, 1077. Erreur extraordinaire de la cour de Paris sur l'effet rétroactif en matière de prescription, 1080. Critique d'un arrêt de la Cour de cassation qui contient plusieurs erreurs relativement à l'application de l'art. 2281, 188. Les arrêts sont des sources fécondes de lumières et d'erreurs, 1091. Critique d'un arrêt de la Cour de cassation sur l'interprétation de ce même art. 2281, 1092.

ARTS. Les monuments des arts, tels que colonnes, arcs de triomphe, palais, sont imprescriptibles, 169.

ASSIGNATION nulle n'interrompt pas, 597 et suiv. Devant un juge incompetent interrompt, 596. Voy. *Interruption*.

Associés. Prescription entre associés, 244, 360, 361, 362, 393, 528, 721, 886. N'est pas possesseur précaire, 493, 528. Interruption entre associés, 655. Quand sont-ils de bonne foi? 934.

AUTEUR. Sens de ce mot. Il est plus étendu en matière de prescription que dans les autres matières, 248, 444, 445, 452. De la jonction des possessions diverses. Des conditions qu'elles doivent avoir, 452 et suiv. Il ne transmet les vices de sa possession qu'au successeur universel, 426. Il ne les transmet pas au successeur particulier qui peut commencer de son chef une possession nouvelle, 456 à 442. L'héritier transmet au légataire la possession qu'il a eue avant la délivrance; en ce sens il est son auteur, 444. L'acheteur est auteur du vendeur quand celui-ci reprend la chose par suite d'une résolution de la vente, 445. Le saisi est auteur de celui qui achète sur expropriation forcée, 447. Si le propriétaire qui rentre dans la chose avec restitution des fruits profite de la possession de l'usurpateur, 448 et suiv. S'il en est de même lorsque l'usurpateur consent à remettre au propriétaire la chose avec restitution des fruits, 466. L'héritier apparent est auteur à l'égard du véritable héritier à qui il remet la possession de l'hérédité, 467.

AVOCATS. Prescription de leur action, 982.

AVOUÉ. Prescription de l'action des avoués, 677 et suiv. Combien de temps sont responsables des pièces, 997.

## B

BÉNÉFICE D'INVENTAIRE. Pourquoi il suspend la prescription à l'égard de l'héritier, 804.

BLONDEAU (M.). Dissentiment avec lui, 234, 231.

BOIS. La possession d'un bois ne doit pas être aussi assidue que celle d'un champ, 338 et 275. Usage dans les bois. Voy. USAGE.

BARRAGE. On ne peut acquérir par prescription un droit de barrage, 135.

BENTHAM (M.). Prétentions excessives de cet écrivain à réformer le droit, 246. Il fait le procès à tous les jurisconsultes passés et présents sans les connaître, 246. Singularité de quelques-unes de ses hypothèses, 246.

BONNE FOI. Est exclue par le doute, 46 et 927. De la bonne foi dans les diverses possessions qui s'ajoutent les unes aux autres. Faut-il que tous les ayants cause successifs soient de bonne foi ? sévérité des lois romaines. Rejet d'icelles, 452, 936, 937. Justinien rend presque impossible la prescription avec titre et bonne foi, 519. La bonne foi de l'acheteur doit l'emporter sur la négligence du propriétaire, 519. La bonne foi est détruite par un commandement, 688. Définition de la bonne foi. Conditions pour qu'elle existe, 914, 915, 916 et suiv. Les vices de forme de l'acte et autres qui créent une nullité empêchent la bonne foi, 918 et suiv. L'ignorance fondée sur l'erreur de droit exclut la bonne foi, 926. Mais la bonne foi peut se prévaloir d'une ignorance de fait, 923 et suiv. Le doute est exclusif de la bonne foi, 46 et 927. La bonne foi se présume toujours, 926. D'où résulte la mauvaise foi, 930, 931. La mauvaise foi se transmet de l'auteur à l'héritier, 932. De la bonne foi d'une société et d'une commune, 934, 935. A quel moment la bonne foi doit exister, 936 et suiv.

BONNES MŒURS. On ne prescrit pas contre elles, 132. Mais un paiement fait en vertu d'une cause contraire aux bonnes mœurs ne peut être rejeté que pendant trente ans. Raison de cela, 132.

BORNAGE. Le droit de se borner est imprescriptible, 119. Il est facultatif, 119.

BOUCHERS. Prescription de leur action, 951.

BOULANGERS. Prescription de leur action, 951.

BRANCHES d'arbres constituent une possession continue. Après trente ans le voisin dont elles ont ombragé le fonds ne peut demander qu'on les coupe, 347.

## C

CANAL de navigation. S'il est prescriptible. De distinctions, 154, 155. Comment on retient la possession d'un canal et de ses francs bords, 245.

CANTONNEMENT. *Quid* 399.

CAPACITÉ pour renoncer à la prescription, 79.

CAPITAINE DE NAVIRE est possesseur précaire, 477.

CARRÉ. Son erreur sur le caractère de la dénonciation de nouvel œuvre, 318 à 328.

CARRIÈRE. Le droit à l'extraction des pierres d'une carrière ne peut s'acquérir par prescription, 408. Mais une carrière peut s'acquérir par ce moyen, 408, note.

CAUTIONNEMENT. CAUTION. On peut cautionner une dette prescrite, 30. Il y a interruption du débiteur à la caution et réciproquement, 633 à 636.

CENTRALISATION. Elle est la plus belle conquête de notre civilisation, 145.

CHEMIN. Quels actes de possession sont assez caractéristiques pour faire acquérir la propriété d'un chemin, 273, 338.

CHEMINS PUBLICS sont imprescriptibles, 156. Servitude dont ils peuvent être grevés, 156. Voy. *Vote publique*. La largeur des chemins, même vicinaux, est imprescriptible, 157, 158. Réfutation du système contraire, 158. Comment se sont formés les chemins vicinaux ? Comment peuvent-ils perdre ce caractère ? 163.

CHIRURGIENS. Prescription de leur action, 959.

CHOSSES. Des choses susceptibles de prescription, 108 et suiv. Choses publiques, communes, et *res nullius*. Différences, 145, note.

CHOSE COMMUNE. Comment on possède la chose commune, 244.

CHOSSES SACRÉES. Sont-elles imprescriptibles? 170, 171, 172.

CICÉRON. Invoqué comme autorité, 144. Eloge de son livre des devoirs, 383.

CLANDESTINITÉ. Vici la possession, 351, 352.

CLERCS de notaires, d'avoués, etc. Prescription de leur action, 967.

CLOAQUE. Précaution à prendre pour en établir, 326, note.

CLÔTURE. Le droit de se clore est imprescriptible, 118.

CODE NAPOLÉON. Hérésie de l'art. 2219, 6, note. Mauvaise définition qu'il donne de la prescription, 24. Oubli de l'art. 711, 28. Critique de l'art. 2223, qui veut que le juge ne puisse suppléer d'office la prescription, 84 et suiv. Erreur du Code qui place le bornage parmi les servitudes, 119, ainsi que l'obligation de recevoir les eaux courantes naturellement, 122. Erreur de l'art. 538, 152. Il ne faut pas être facile à admettre des dérogations au Code Napoléon, 158. Il a introduit l'unité dans la législation, 195, et sous ce rapport il a contribué à consolider la propriété et à fonder le crédit particulier, 195 et 193. Lacune de l'art. 2244, 562. Lacune de l'art. 2251, 701. Vice de rédaction de l'art. 2254, 746. Imperfection de l'art. 2263, 831, et de l'art. 2265, 831. Lacune que laisse le Code Napoléon sur la matière de la validité du titre en fait de prescription décennale, 903. Critique de l'art. 2269, contraire à la morale, 936. Imperfections, lacunes et distractions du Code Napoléon dans toute la section des prescriptions particulières, 949, 951, 952, 958, 963, 968. Vice de rédaction de l'art. 2277, 1010, 1011 et 1033. Vice de rédaction de l'art. 2276, 1043.

COLONS de Saint-Domingue. Si la prescription a été suspendue à l'égard de leurs créanciers, 718.

COMMANDEMENT. Est interruptif, 573 et suiv. Combien de temps dure-t-il? 575. Il ne tombe pas en péremption, 575, 581. Il ne peut être atteint que par la prescription, 575, 581. S'il est vrai qu'il proroge à trente ans la prescription de cinq ans, 687.

COMMERCE. Des choses hors du commerce, 108 et suiv. à 175. Un particulier peut-il placer une chose hors de commerce, 175.

COMMIS. Prescription de leur action. Sont-ils gens de travail? 957.

COMMUNAUTÉ. Le mariage en communauté est-il un titre pour prescrire? 885.

COMMUNES. Prescription à leur égard. Droit ancien et nouveau, prescription de leurs actions contre leurs anciens seigneurs, 191 à 216. Origine des communes. Erreur de M. Proudhon, 206, note. Partialité du législateur de 1792 et 1793 pour elles, 206. Comment elles acquièrent la possession, 257. Quand elles sont de bonne foi, 935.

COMMUNISTES. Prescription entre communistes, 360, 391, 493, 528. Voy. *Associés* et *Indivision*.

COMPENSATION. On ne compense pas une dette prescrite avec une dette contractée après, 34.

COMPLAINTÉ. Son origine romaine. Erreur de M. Henrion de Pansey, 290 à 293. En quoi elle consiste, 294 et suiv. Conditions pour l'exercer, 300, 301, 302, 303, 305. Ne fait qu'un avec la réintégrande, 309 à 312. En quoi diffère de la dénonciation de nouvel œuvre, 318 à 328; et de la recréance, 329.

COMPROMIS. Quand et comment il suspend la prescription, 594.

COMPTE. Prescription de l'action en reddition de compte de tutelle, 489, 490.

CONCILIATION. La citation en conciliation interrompt la prescription, 588 et suiv.

CONDITION. Voy. *Droit conditionnel*, *Suspension*, *Marronnage*. De la possession conditionnelle, 362 et 886. Le titre conditionnel par une condition suspensive empêche la prescription de dix et vingt ans, 909. Mais non pas quand il n'est soumis qu'à une condition résolutoire, 910.

CONFUSION suspend la prescription, 726.

CONSTITUT. Voy. *Précaire*.

CONSULTATIONS. Leur degré d'autorité, 682.

CONTENANCES. Celles annoncées dans les titres sont souvent fautives, 36.

CONTINUITÉ de la possession, 337 et suiv. V. *Possession*. Est exigée d'une manière absolue, 371. Comment on établit la discontinuité, 422.

CONTRADICTION. Rend prescriptible ce qui ne l'est pas. Application de ceci aux facultés, 113. Aux servitudes discontinues, 359, 393. Lève le vice d'équivoque, 359. Exemple emprunté à la jurisprudence, 389. La contradiction est une cause d'interversion légitime, 511. Exemples de contradiction, 512, 513. De sa forme, 514. Comment elle se prouve, 514.

CORRÉLATIFS. Fausseté de la règle des corrélatifs, 534.

COUTUME. En quoi diffère de la prescription, 25. Incertitudes et variations des coutumes, 192. Ces variétés nuisaient au crédit particulier, 192. Utilité de l'unité de législation due au Code Napoléon, 192, 195.

CRÉANCIERS. Peuvent se prévaloir de la prescription, encore que leur débiteur y ait renoncé, 100 et suiv. Le créancier interrompt la prescription pour son débiteur et réciproquement, 643, 644, 645.

CUJAS. Plaisante comparaison imaginée par M. Proudhon entre Cujas et Menochius, 282. Heureux usage qu'il a fait des basiliques pour rétablir les textes, 449.

## D

DALLOZ (M.). Dissentiments avec cet écrivain, 63, 80, 90, 87, 101, 145 (note), 306, 324, 344, 514, 572. Omission de sa collection, 575. Erreur de son recueil, 370, 741, 1010.

DÉCHÉANCE. Différence avec la prescription, 27. On ne peut y renoncer d'avance, 48. Si on peut toujours y renoncer quand elle est acquise, 51. On peut l'opposer en tout état de cause, 98. Son action sur la liberté, 111.

DÉFENSE AU FONDS. La prescription est une défense au fonds; on peut l'opposer en tout état de cause, 95 et suiv.

DÉFINITIONS. Leur danger. Mot de saint Augustin, 24, 1064.

DEMANDE en justice interrompt la prescription, 558 à 568 et 595. Une demande reconventionnelle n'est pas une exception, 833.

DÉNONCIATION DE NOUVEL ŒUVRE. Sa nature. Est-ce une action possessoire? réfutation de MM. Henrion de Pansey et Merlin, et de la Cour de cassation, 318 à 328.

DE PLEIN DROIT. Si la prescription agit *ipso jure*, 84 et suiv.

DÉPOSITAIRE ne prescrit pas et est possesseur précaire, 278. Mais l'action en indemnité contre lui se prescrit par trente ans, 478.

DESSAISINE. *Quid?* 294.

DEVOIRS. Il n'y a point de droit sans devoir, 9.

DISTANCE pour la plantation d'un arbre est prescriptible, 346. Voy. *Cloaque*.

DOMAINE PUBLIC. Il y a plusieurs causes pour lesquelles les choses sont placées dans le domaine public, 109. Les choses du domaine public sont imprescriptibles, 106 et suiv. Ce qui est du domaine public par destination, peut rentrer dans le domaine privé par une destination contraire, 163, 168, 174.

DOMAINE DE L'ÉTAT. Prescription à son égard, 184 à 190. Nécessité du principe d'imprescriptibilité établie sous l'ancienne monarchie, 184. Quels biens faisaient partie du domaine? 184. Pourrait-on grever les biens du domaine des servitudes par la prescription? 186.

DOMAT. Mauvaise définition qu'il donne de la prescription, 24. Son erreur lorsqu'il croit qu'il y a un droit de possession, 234. Rappel de ses idées sur l'interversion, 507.

DOMESTIQUES. Sens de ce mot, 975. Prescription de leur action, 972 et suiv.

DOMICILE. Du domicile et de la résidence en fait de prescription de dix et vingt ans, 862 et suiv.

DOT. A qui appartient-elle pendant le mariage d'après les lois romaines, 484. Droit du mari sur icelle pendant le mariage d'après le droit français, 437 et 880. Prescription de la dot, 754 et suiv. Le titre de dot est bon pour prescrire, 880, si le mari qui a acquis la prescription précède, le véritable propriétaire pourra-t-il recouvrer la chose sur la femme, ou bien celle-ci pourra-t-elle se prévaloir de la prescription acquise par le mari? 880.

DROIT. Est immuable et éternel. Est un reflet de la divinité dans l'homme, 1 et 6, 24. Comment il arrive que la prescription

l'altère, 1. Le droit naturel est le fondement de la prescription, 2 et suiv. Est toujours limité par le devoir, 9. Puissance du droit, 11 et 24. Le droit a aussi ses mystères et il y a certaines positions qu'il défend de rechercher, 15. Lutte du droit naturel et du droit civil, 52. Combien la littérature du droit est arriérée chez nous, 282, note.

DRIT CANON a rendu réelles les actions possessoires, 258.

DRIT CIVILS ne s'acquèrent pas par la prescription, 152.

DRIT CONDITIONNELS, Quand ils se prescrivent, 786 et suiv. Voy. *Marronage*, *Suspension*.

DRIT FACULTATIFS. Sont imprescriptibles, 112 et suiv. Voy. *Faculté*.

DRIT INCORPORELS, Sont susceptibles de possession, 507. Comment on en prouve la possession, 280. Certains droits incorporels ne peuvent être possédés, ou du moins leur possession est présumée clandestine, 558.

DRIT PERSONNEL. La prescription n'est pas un droit personnel; elle peut être opposée par les créanciers, 100.

DRIT DE PRÉFÉRENCE. *Quid* et de quelle date il se prescrit? 124 et 799.

DRIT RÉCIPROQUES ne sont pas imprescriptibles, 121, 75.

DRIT ROMAIN. Dureté du droit romain envers les étrangers avant les empereurs, 55. Son antagonisme entre le droit et l'équité, 85. Il ne faut s'en servir qu'avec discernement, 148, 240. Ses subtilités, 148. Il ne faut pas lui donner une importance exagérée, 258. Obscurité du droit romain sur la question de savoir si deux personnes peuvent posséder *in solidum* la même chose, 245. Subtilité du droit romain sur l'acquisition des possessions, 251, 256, 257, 260, 261. Sur la possession des accessoires d'une chose, 274. Sur une question de clandestinité, 557. Abandon des principes du droit romain pour le cas où la violence a cessé, 419; et pour certaines subtilités relatives à l'action des possessions diverses, 452. Rejet d'une loi romaine que Cujas trouvait singulière, 554. Supériorité du droit impérial sur le droit ancien, 559. Supériorité du droit français sur le droit romain, 872, 887.

DUNOD. Erreurs de cet écrivain, 54, 75, 88 554, 557. Ses fausses citations, 147 (note) et 775. Ses mauvaises distinctions sur la possession, 259. Son autorité est souvent suspecte, 442.

Rejet de ses divisions des vices de la possession en vices réels, quasi-réels et personnels, 445. Ses fausses idées sur l'intervention, 527. Il met en honneur la fausse règle des corrélatifs, 554. Il étend beaucoup trop les causes d'interruption, 550. N'est pas toujours assez critique, 598, 687, 967. Est souvent borné dans ses aperçus, 727. Lacune de son ouvrage sur les titres nuls pour dol, fraude, invoqués à l'appui de la prescription de bonne foi, 903. Ne prend pas parti sur d'importantes questions, 927, note. Erreur de Dunod réfutée par Cujas, 919.

DURANTON (M.). Dissentiments avec cet auteur, 147, 148, 254, 506, 483, 857, 1083.

## E

EAU. Le propriétaire d'une source peut retenir les eaux quand même le propriétaire inférieur en aurait joui pendant trente ans. Exception, 114. Il peut couper les veines d'eau quand même elles alimenteraient le puits du voisin, 115. Il peut laisser couler son eau naturellement sur le fonds inférieur, 125. La plus longue possession ne donne pas le droit de tenir les eaux à une hauteur préjudiciable, 155. Peut-on acquérir par prescription le droit d'inondation? 156, 157, 158. On ne peut acquérir par prescription le droit de faire passer sur la voie publique des eaux malsaines, 140. Ni de corrompre les eaux, 141. Mais on peut acquérir le droit de salir quand il n'en résulte aucun dommage pour la santé publique, 141. De l'imprescriptibilité des eaux courantes, 144. Distinction des eaux de la mer, des rivières et des sources, 144. Voy. *Rivière*. Les eaux pluviales et vicinales qui passent et séjournent sur les chemins publics sont *res nullius* et imprescriptibles, 147. Mais non quand elles sont sur des fonds, 148. On ne peut acquérir prise d'eau dans la mer, 150, 151. Si l'on peut posséder et prescrire le superflu de l'eau d'une fontaine publique, 168. Le puisage à une fontaine n'est que de tolérance, 384. L'extension des eaux d'un étang sur les fonds voisins ne donne pas une possession véritable au maître de cet étang, 409.

EFFETS DE COMMERCE. Prescription de ces effets et renonciation à la prescription, 76, 77.

EFFET RÉTROACTIF. La prescription produit un effet rétroactif au jour de son commencement, 489, 826. La loi n'est pas rétroactive quand elle impose une condition nouvelle à une action

née avant sa promulgation, et qu'elle change la prescription. Exemple, 589.

La loi peut changer la prescription commencée sans avoir effet rétroactif, 1075 et suiv. Explication de l'art. 2281 qui règle les anciennes prescriptions, 1075 et suiv.

EGLISE. Une église est-elle prescriptible? 170, 172, 173. Prescription contre l'église par l'ancien droit et par le nouveau, 191 à 196.

EMANCIPÉ ne peut renoncer à la prescription, 79.

EMIGRÉ. Le créancier de l'émigré a-t-il interrompu la prescription par le dépôt de ses titres? 583. L'émigration n'a pas suspendu la prescription en faveur de l'émigré, 711. Ni en faveur de ses créanciers, 716, 717.

EMPHYTÉOTE ne prescrit pas, quand même le bail serait expiré depuis longtemps, 475.

ENGAGISTE. Possède pour autrui et ne prescrit pas, 481.

ENTREPRENEURS. Quand sont déchargés de la garantie de gros ouvrages, 939.

ENVOYÉ EN POSSESSION des biens d'un absent. S'il est possesseur précaire, 491, 492.

EPOUX. La prescription ne court pas entre époux, 742, 734. Voy. *Femme mariée*.

EQUIVOQUE. De la possession équivoque, 359 et suiv. Voy. *Possession*.

ERREUR. De l'erreur dans le fait de prise de possession, 255. Erreur de droit et de fait en matière de bonne foi, 923 et suiv. Erreur chez les auteurs; elle est inévitable. De là, nécessité de soumettre toutes les opinions à un examen attentif, 836.

ETABLISSEMENTS PUBLICS. Prescription à leur égard par l'ancien et le nouveau droit, 191 à 196.

ETANG. Lorsque les eaux d'un étang se répandent sur le fonds voisin, il n'en résulte pas de possession pour le propriétaire de l'étang, 409. Voy. *Eau*.

ETAT CIVIL. Ne s'acquiert pas par prescription, 132. On ne prescrit pas contre l'état d'un individu, 132. Cas où la prescription influe cependant sur l'état des individus, 133.

ETRANGERS peuvent invoquer la prescription, 35. *Quid* à Rome? 36.

EXAMEN. Nécessité de soumettre toutes les opinions à l'examen; car les plus savants se sont trompés, 836.

EXCEPTION. La prescription est plus qu'une exception. C'est un moyen d'acquiescer, 56. Cependant le Code l'a réduite dans certains cas à une fin de non-recevoir, 87. Le mot exception n'a plus de sens dans la langue du droit moderne, 86. Les exceptions se prescrivent-elles comme les actions? De la règle: *quæ temporalia sunt ad agendum, ad excipiendum fiunt perpetua*, 827 à 836. — Il ne faut pas l'appliquer aux actions déguisées sous couleur d'exception. Exemple, 832. Une demande conventionnelle n'est pas une exception viscérale, 833.

EXTRAJUDICIAIRE. Les actes extrajudiciaires, à l'exception du commandement, ne sont pas interruptifs, 578. Ils ne tombent pas en péremption, 575. Sous ce rapport ils sont plus favorisés que les actes judiciaires, 581.

## F

FACULTÉ. DROITS FACULTATIFS. Sont imprescriptibles. Détails à ce sujet, 112, 121. La contradiction rend prescriptible certains droits facultatifs, 113, 117. Faculté d'user des eaux de sa source, 114. De couper les veines d'eau alors qu'elles alimenteraient le puits du voisin, 115. De se clore, 118. De se borner, 119. De sortir de l'indivision, 120. *Quid* du droit attribué aux communes et aux propriétaires de halles de se contraindre mutuellement à les louer ou à les vendre, 121. Faculté de laisser couler son eau naturellement sur le fonds inférieur est imprescriptible, 122. Mais les facultés conventionnelles sont prescriptibles. Exemple tiré de la faculté de rachat, 123, 126. Les véritables facultés imprescriptibles se traduisent en faits et non en actions, 112 et 125. Quand il s'agit d'une faculté conventionnelle, il faut distinguer si elle est accessoire et séparable du contrat, ou inhérente et indivisible. Dans le second cas, elle ne se prescrit qu'avec le contrat lui-même, 127, 129. La faculté d'opter sur le choix ne se prescrit pas par trente ans. Raison de cela et exemple, 130. Exemples de facultés conventionnelles, comme faculté de résilier un contrat à perpétuité. Faculté de payer à volonté et toutes et quantes fois, 128. Le droit de demander l'élagage des arbres n'est pas de pure faculté, 346. Le droit